

AAARGH REPRINTS

< aaarghinternational@hotmail.com >

Octobre 2009

LES MATRAQUEURS

Serge Thion

Évidemment, on les attendait. Ils ne nous ont pas fait attendre. Une ruée éperdue pour dire, contre toute évidence, que l'antisionisme de la liste emmenées par Dieudonné, aux européennes, cache un honteux antisémitisme. L'argument est tellement éculé qu'on se demande qui croit encore à cette tarasque, ce monstre issu de la zone trouble où se mêlent mémoire et légende. Pour tous ceux qui voteront pour la liste antisioniste, et pour beaucoup d'autres qui sont en marge, "antisioniste" veut dire « absolument opposé aux pratiques génocidaires et à la politique de colonisation menées par l'entité juive en Palestine. » Elle signifie que, dans ce conflit majeur du Moyen-Orient, une partie importante de l'opinion publique, en France, en Europe, à l'Ouest, éprouve une solidarité totale avec les victimes que provoque encore chaque jour la fatale et criminelle déclaration Balfour, qui date de 1917.

C'est pour éviter ce constat, pour circonvenir ceux qui chaque jour sont écrasés par l'artillerie, les drones, les bombardiers et autres quincailleries mortifères gratuitement fournies par les idiots de contribuables américains, que l'on mobilise l'énorme marécage pestilentiel des médias, et les quelques diplômés qui suivent son cortège, pour détourner la conversation, parler d'autre chose, — tiens, par exemple, de l'antisémitisme. Nouvelle recrue dans le bataillon des polémistes au service de l'Etat juif, Vincent Duclert, assez représentatif d'une nouvelle génération d'historiens dotés d'une échine très souple (Wikipedia nous en dit tout), est un opportuniste-né. N'insistons pas.

Il prend la plume, dans *Le Monde*, du 24 mai 2009, pour appliquer à l'actualité des européennes de juin, les schémas qu'il a concoctés en étudiant l'affaire Dreyfus. Pour ce faire, le raisonnement est brutal : « L'antisionisme militant renvoie à l'antisémitisme. » Il dénie tout simplement le droit d'être antisioniste, ce qui porte gravement atteinte aux libertés. Pour nous, le terme « antisioniste » renvoie à ce que **fait** Israël. Nous sommes pragmatiques. Si l'entité juive respectait les personnes et ne les assassinait pas, si Israël rendait les territoires volés et

acquis par la force militaire, si Israël reconnaissait qu'il possède une énorme industrie du nucléaire militaire, (plus d'un milliers d'armes prêtes à l'emploi), si Israël appliquait les innombrables résolutions des Nations Unies recommandant, entre autres, le retour des réfugiés, partis depuis 1948, et nous ne parlons ici que des éléments minimaux, alors il n'y aurait pas d'antisionisme militant, antisémitisme ou pas. Ceux qui critiquent aujourd'hui, à tort ou à raison, le gouvernement de Colombo devraient-ils s'en abstenir pour ne pas tomber dans l'anticinghalisme ?

De même Duclert, qui semble appartenir à la race des idéologues, trouve qu'il y a un « fond antisémite » « plus radical » dans le... négationnisme, terme essentiellement polémique, pour parler de gens, qui, dans tout l'arc des positions politiques, font montre d'incrédulité vis-à-vis de certaines questions de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. Il ne démontre qu'une chose : en tant qu'historien patenté, il redoute la confrontation entre lui, ses collègues, et les révisionnistes, bien-nommés. Cela fait trente ans que dure cette politique de l'autruche.

Quelle est la leçon qu'il tire de la période Dreyfus, dont il serait "le" spécialiste incontesté ? Que l'antisémitisme exige, pour se développer, l'existence d'une croyance collective qui produise ...«de la différenciation idéologique ». Ce Duclert écrase les fourmis avec un marteau fait de banalités assommantes. Il ajoute cette ânerie énorme :« Le soupçon du sionisme » contribue à isoler les juifs, « rendant dès lors plus aisée leur persécution ». On aimerait savoir de quelle persécution il s'agit. Veut-il dire que les juifs sont persécutés en France, à l'heure actuelle ? Par qui, grands dieux ? D'autre part, il y aurait "soupçon" de sionisme ? Mais le sionisme n'est-il pas actif à ciel ouvert, cocoriquant et triomphant dans les dîners du CRIF où la classe politique vient ramper devant des gens qui, au nom du sionisme, aiment à prendre des poses dominatrices ?

De manière bien imprudente, Duclert demande, pour sortir de cette situation, que l'on fasse fonds sur les "intellectuels dreyfusards" (dont il est, par pur hasard, un spécialiste). Ils auraient mis en lumière trois principes : la lutte contre la persécution (Dieudonné aurait tort de ne pas mettre les juifs à la place centrale, quasi christique, que leur donnent ces "intellectuels" (juifs pour une bonne part) ; la défense du droit (on ne les avait pas attendus), sans nous rappeler que le capitaine Dreyfus préféra être gracié plutôt que de confier son sort à un vrai procès de réhabilitation. Sa confiance dans le droit ne devait pas être très forte ; enfin, cette perle, qui vaut son pesant de hannetons : « La lutte contre l'antisémitisme s'inscrit il y a un siècle dans une— tenez-vous bien — *pensée de l'international* qui permit à la France de s'arracher au riche nationaliste tout en intégrant davantage les Français selon une conception ouverte, solidaire, voire fraternelle de la société », ce qui est le vocabulaire même de la franc-maçonnerie, dont on voit bien que ce

Duclert nous chante les louanges sans la nommer. C'est de la contrebande.

Enfin, nul n'étant mieux servi que par lui-même, Duclert, pourtant salarié de l'Etat, n'hésite pas à faire la manche : « De telles leçons du passé (= pour sauver ces juifs victimes de leur naïveté, devenez franc-mac) ne seront actives qu'à condition de **travailler toujours le dossier politique de l'antisémitisme** et d'accorder à la recherche, dans notre pays, une reconnaissance publique et une importance sociale. » Donc le programme est clair : ressasser sempiternellement les âneries sur l'antisémitisme (c'est facile parce que personne ne défend l'antisémitisme) et en tirer gloire, médailles, positions, mariage, Rotary et, pourquoi pas, quelques sinécures, sénateur, académies et panthéon... Ce type est à vomir. Il est d'ailleurs socialiste. Sont-ils tous comme ça ?

Serge Thion
25 mai 2009

LE POINT OBSCUR DE LA CONSCIENCE POLITIQUE.

L'antisionisme de Dieudonné, héritage contemporain de l'antisémitisme

Vincent Duclert

L'existence, depuis sa présentation par Dieudonné et ses amis, au Théâtre de la Main d'Or, à Paris, le 8 mai, d'une "liste antisioniste" pour les européennes en Ile-de-France, oblige à se poser deux questions majeures que l'expérience historique peut contribuer à éclairer. Ce passage par l'histoire est d'autant plus nécessaire que les barrières morales ou juridiques érigées contre la haine antijuive n'ont plus d'efficacité définitive.

Cette liste et l'équipe qui la porte relèvent-elles de l'antisémitisme ? Dieudonné et son équipe s'en défendent. Cependant, la dénonciation du sionisme, dans un cadre national, lors d'élections qui constituent d'abord un événement de politique intérieure, fait peser sur les Français de confession ou d'origine juive une stigmatisation effective qui relève bien des procédés de l'antisémitisme. Cela ne veut pas dire que la discussion du sionisme soit taboue.

Mais celui-ci concerne d'abord l'Etat d'Israël, et relève donc d'une question de politique internationale, quand bien même des Français partagent avec une bonne partie des Israéliens la même confession. D'autres Français partagent bien des confessions ou des origines avec des ressortissants d'autres pays sans que cela ne devienne un argument électoral. L'antisionisme militant renvoie à l'antisémitisme. Il permet de mobiliser un fond antisémite tel qu'on le trouve en partie dans le Front national - dont Dieudonné agrège des éléments à son équipe -, et, de manière plus

radicale, dans le négationnisme - dont il courtise l'un des principaux militants, Robert Faurisson.

L'antisémitisme en politique a-t-il pour autant une chance de réussir ? On pourrait se contenter de dire que, après le génocide perpétré contre les juifs d'Europe par un régime qui avait élevé l'antisémitisme au niveau d'une religion et d'un appareil d'Etat, et avec la complicité du régime de l'Etat français, lui-même antisémite, l'antisémitisme sous toutes ses formes serait banni à jamais de la vie publique et même privée d'une nation comme la France. Force est de constater que cette barrière morale est fragile, et que cette fragilité empêche que la loi puisse s'opposer efficacement à l'antisémitisme en politique. L'histoire plus ancienne de la fin du XIXe siècle français introduit paradoxalement des enseignements qui méritent ici d'être formulés.

Le moment antisémite des années 1880 et 1890, culminant avec l'affaire Dreyfus, démontre en premier lieu la difficulté des mouvements se définissant comme antisémites (ou "antisémitique", comme la Ligue du même nom) à triompher politiquement sur le seul thème de l'antisémitisme. Leur force tient d'abord dans les alliances qu'Edouard Drumont ou Jules Guérin parviennent à conclure avec les nationalistes (de gauche comme de droite), les catholiques ou les monarchistes. C'est le pouvoir de l'antisémitisme que d'agir comme un catalyseur, et c'est en même temps sa faiblesse dès lors que ces conservateurs ou ces populistes décident de faire le sacrifice de telles alliances, comme cela se produira à la fin de l'Affaire.

La politique de "défense républicaine" du gouvernement de Pierre Waldeck-Rousseau ôtera en effet à ces assemblages tout espace politique, provoquant en retour la radicalisation des antisémites exclusifs (comme Jules Guérin, chef de la Ligue antisémitique, réfugié pathétiquement dans son Fort Chabrol) ou la mutation de l'antisémitisme en "nationalisme intégral" avec l'Action française de Charles Maurras.

Ramené à la situation présente, que nous enseigne cet héritage historique ? Une double leçon, essentielle. Premièrement, l'antisémitisme exige, pour se développer en politique, l'existence d'une croyance collective qui transforme des identités sociales ou culturelles en différenciation idéologique. L'engagement dreyfusard de 1898, puis la réhabilitation en 1906 du capitaine Dreyfus ont repoussé provisoirement cette croyance, au profit de l'égalité civique entre les Français (mais sans que les colonisés ne bénéficient de cette avancée, qui ne profita guère davantage non plus aux femmes, il faut le rappeler).

Cela signifie aujourd'hui que tout acte ou propos antisémite concerne tous les Français sans distinction, puisque, avec l'antisémitisme, les fondements de la citoyenneté démocratique et du vivre-ensemble sont attaqués. Or, trop souvent, l'antisémitisme est ramené aux juifs eux-mêmes, tandis que le soupçon du sionisme contribue à accélérer leur isolement, rendant dès lors plus aisée leur persécution. Il s'agit là d'une spirale de violence que des intellectuels dreyfusards, de Lucien Herr à Emile Durkheim, d'Emile Duclaux à Célestin Bouglé, de Bernard Lazare à Emile Zola, ont, en leur temps, analysée et repoussée. Leur pensée m'apparaît ici comme disponible pour affaiblir les présupposés sur lesquels se fondent les résurgences d'antisémitisme en politique. C'est la deuxième leçon que nous accorde le passé.

L'offensive intellectuelle du tournant du XIXe siècle mit en lumière trois principes qui gardent toute leur actualité. La défense d'un juif condamné à l'issue d'un procès d'Etat et déporté en Guyane dans des conditions inhumaines fut d'abord une lutte contre la persécution dans son ensemble, politique, religieuse, mais également sociale, amenant ainsi des anarchistes, des socialistes, des femmes à se mobiliser pour Dreyfus. La cause des persécutés, qui semble animer Dieudonné, est ainsi contredite par l'usage fait de l'antisémitisme, qui est précisément une

persécution, et même la figure historique par laquelle l'Europe a pris conscience, au XIXe siècle, de la persécution. On peut toujours regretter que cela ne soit pas l'esclavage ou la colonisation. Mais la compréhension de l'antisémitisme permet d'accéder à la critique générale de la persécution moderne.

Le combat des intellectuels dreyfusards démontra également le lien déterminant entre le développement de l'antisémitisme, le recul des libertés démocratiques et la montée de l'irrationalisme, si bien que leur engagement se caractérisa par la défense du droit, le principe de justice et la raison critique. A cet égard, les responsabilités de la situation actuelle sont extérieures à Dieudonné lui-même, et interrogent le devenir de l'identité démocratique française elle-même.

Enfin, la lutte contre l'antisémitisme s'inscrit il y a un siècle dans une pensée de l'international qui permit à la France de s'arracher au risque nationaliste tout en intégrant davantage les Français selon une conception ouverte, solidaire, voire fraternelle, de la société. Là aussi, l'enseignement est moderne. Mais de telles leçons du passé ne seront actives qu'à condition de travailler toujours le dossier politique de l'antisémitisme et d'accorder à la recherche, dans notre pays, une reconnaissance publique et une importance sociale.

Vincent Duclert, historien, professeur agrégé à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, auteur de "La Gauche devant l'histoire" (Le Seuil, 162 p., 15 €)

Article paru dans l'édition du *Monde* 24.05.09.

La visite de son blog est édifiante :

<http://www.mediapart.fr/club/blog/vincentduclert>